



Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Ce CDEN sera pour les élus du Sgen-CFDT, du fait de l'arrivée de M. Vautier comme nouveau DASEN de notre département, l'occasion d'effectuer ce matin un tableau rapide de notre carte scolaire avec un focus particulier sur la prise en charge des élèves en grande difficulté scolaire ou en situation de handicap.

Concernant les Sections d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa), les préconisations du Ministère indiquent 4 divisions minimum par établissement et pas plus de 16 élèves par division. Sur les 12 collèges ayant une Segpa dans notre département, 4 collèges ont 3 divisions ou seulement 2, et 4 autres collèges ont plus de 16 élèves dans 1 ou 2 divisions (dont 3 classes à 18 élèves et une à 20 !). Comment le dispositif peut-il remplir son objectif si toutes les conditions ne sont pas réunies ? Bien sûr, il faut tenir compte des lieux de vie des élèves car on ne peut en envoyer un élève dans une classe de Segpa moins chargée mais loin de chez lui. On ne peut pourtant nier le fait qu'à 18 ou 20 élèves, il est beaucoup plus difficile pour les enseignants de proposer des enseignements adaptés à l'hétérogénéité du public et à la configuration des ateliers.

Le même problème se pose aussi dans le 1<sup>er</sup> degré avec le dispositif ULIS : sur les 41 écoles accueillant cette unité, 25 classes sont au maximum à 12 élèves, et 3 classes sont à 13 élèves, soit au-delà du seuil recommandé (qui est de 12 maximum). La situation devient tendue et il ne faudrait pas que ce seuil devienne trop « indicatif » car même si les élèves sont inclus dans les autres classes et ne sont pas forcément tous en même temps dans leur classe de référence, l'enseignant qui coordonne cette unité doit pouvoir assumer ses missions dans de bonnes conditions. De plus, il n'y a pas toujours de classes à simple niveau ou plusieurs classes du même niveau dans les écoles. Il est donc difficile d'inclure plus de 2 élèves par classe, c'est aussi une charge pour le collègue qui inclut et il faut en tenir compte. Lors du CTSD du 14 novembre, Mr le DASEN nous a communiqué certains chiffres que nous demandions depuis longtemps : il apparaît que les notifications de la MDA ont augmenté de 33% par rapport à l'an passé. Que révèle cette augmentation et comment y faire face ? Est-ce que, comme on l'a entendu dans d'autres instances, le problème vient de la MDA qui ferait trop de préconisations ? Est-ce un problème de moyens financiers ou d'attractivité du métier D'AESH du fait des faibles salaires ou encore de conditions de travail difficiles ? Quel sens au travail d'AESH quand la mutualisation est telle que certains d'entre eux s'occupent d'un nombre trop important d'élèves ou sur trop de classes différentes, quand ce n'est pas les 2 à la fois ? Cette tendance va-t-elle se poursuivre et qu'allons-nous mettre en place pour que l'école inclusive se fasse dans de meilleures conditions ?

Une nouvelle fois, le Sgen-CFDT demande un groupe de travail sur le sujet avec tous les partenaires afin que les représentants de parents, des personnels et des élus aient tous une connaissance plus pointue de l'« école 100% inclusive » telle que nous pratiquons dans la Manche. Il serait intéressant également d'avoir les mêmes données dans l'enseignement privé sous contrat.

Enfin nous voudrions terminer sur deux points de vocabulaire qui constituent, pour nous, un problème notamment lorsqu'ils sont évoqués dans la presse. Tout d'abord nous n'acceptons pas les termes de quartiers « sensibles » ou « prioritaires » utilisés parfois à tort. Quand il s'agit d'Education nationale, on ne peut évoquer que les termes de zones REP ou REP+. En effet les quartiers en « politique de la ville » ne font l'objet, selon nous, ni de moyens ni d'une quelconque bienveillance dans les mesures de carte et le flou règne parfois, volontairement ou non, sur la présence des dispositifs CP à 12 ou CE1 à 12. Ainsi certains collègues pensent, à tort, que les écoles en QPV en bénéficient. Si le doute peut exister chez certains enseignants, on comprend pourquoi il existe aussi pour le grand public. Le Sgen-CFDT demande à ce que soit clarifié le label « politique de la ville » pour les écoles qui en bénéficient.

Ensuite, nous remarquons que le terme « dispositif » commence à être dévoyé : on voit que certains d'entre eux, qui, à leur création, étaient prévus pour un nombre limité d'élèves sont avec le temps soumis à une « souplesse » dans les effectifs ! Par exemple, le dispositif TPS, initialement prévu pour 15 élèves maximum et avec un enseignant ayant passé un entretien pour ce poste à profil, se voit maintenant qualifié comme une structure « qui peut accueillir jusqu'à 30 élèves » ! Quelle différence alors avec une classe de maternelle ordinaire ? On le voit aussi dans les dispositifs Ulis et Segpa, qui, comme nous l'avons présenté en début de déclaration, n'ont des seuils qui ne sont qualifiés d'indicatifs que pour les dépasser.

Nous ne pourrions conclure qu'en alertant toutes les personnes ici présentes sur le mal-être de nombreux collègues enseignants et AESH en souffrance du fait des problèmes d'organisation, de formation mais aussi de moyens qui ne sont pas mis en place pour que l'école inclusive soit une réussite, ce qu'en particulier les représentants du Sgen-CFDT appellent de leurs vœux malgré ces critiques.